

<https://www.aefinfo.fr/depeche/721265-la-quasi-totalite-des-syndicats-de-fonctionnaires-ap...>

✍ Clarisse Jay

🕒 6 min read

La quasi-totalité des syndicats de fonctionnaires appellent à la grève le 5 décembre

À la suite d'une nouvelle intersyndicale ce 14 novembre 2024, sept organisations sur les huit représentatives de la fonction publique ont décidé d'organiser une journée de mobilisation nationale le 5 décembre prochain pour protester contre la non prise en compte de leurs revendications et les dernières annonces relatives à l'allongement du délai de carence et la baisse de l'indemnisation des jours d'arrêt maladie ordinaire. Elles réitèrent leurs demandes d'une revalorisation salariale cette année et de créations d'emplois. FO propose de son côté trois jours de grève à compter du 11 décembre.



Sept des huit organisations syndicales de la fonction publique participeront à la journée de mobilisation du 5 décembre. © AEF info

Le tweet remarqué, le 13 novembre, du ministre de la Fonction publique, de la Simplification et de la Transformation de l'action publique, saluant la nomination du milliardaire Elon Musk à un secrétariat d'État de l'efficacité gouvernementale ([lire sur AEF info](#)), ne pouvait pas tomber mieux pour attiser le mécontentement des organisations syndicales, entre deux réunions intersyndicales.

Après qu'elles sont sorties d'une première entrevue, lundi 12 novembre – déjà échaudées par l'annonce de l'allongement fin octobre de un à trois jours du délai de carence et de la diminution de 100 % à 90 % des arrêts maladie courts ([lire sur AEF info](#)) et la multilatérale du 7 novembre avec le ministre ([lire sur AEF info](#)) – avec le projet d'une action commune ([lire sur AEF info](#)), elles se sont quasiment toutes mises d'accord lors d'une seconde rencontre, ce jeudi 14 novembre, pour une journée de mobilisation et de grève le 5 décembre prochain. Quasiment toutes, à savoir sept organisations (CGT, CFDT, Unsa, FSU, Solidaires, CFE-CGC et FA) sur les huit représentatives, FO maintenant sa position d'une mobilisation de trois jours de grève reconductibles, éventuellement élargie à d'autres secteurs, à partir du 11 décembre.

Les revendications pas toutes entendues

"Les organisations syndicales ont obtenu [le 7 novembre] l'abandon de la suppression des catégories C, B et A de la fonction publique envisagée au titre du projet de loi dit 'Guerini'. Le ministre s'est aussi engagé à rediscuter de son projet 'd'agenda social'. Force est de constater que Guillaume Kasbarian n'a pas répondu à la plupart des autres propositions et revendications portées par les organisations syndicales. C'est pourquoi nous en appelons à une première journée de mobilisation sur l'ensemble du territoire, le 5 décembre 2024, y compris par la grève et la manifestation ", indiquent ainsi les sept syndicats dans un communiqué commun diffusé à l'issue d'intersyndicale.

L'Unsa Fonction publique avait fait savoir mercredi 13 novembre sa volonté de déposer un préavis de grève "le jour décidé par l'intersyndicale" ([lire sur AEF info](#)), après que l'UFSE-CGT a de son côté déposé un préavis de grève courant sur la période allant du 18 novembre au 31 décembre 2024 ([lire sur AEF info](#)).

"Une journée pour que le ministre renonce" à ses mesures

Cette journée doit, en réaction aux derniers arbitrages budgétaires, pousser Guillaume Kasbarian à renoncer "aux 3 jours de carence dans la fonction publique, à la diminution de l'indemnisation des jours d'arrêt maladie", et "au non-versement de la Gipa" ([lire sur AEF info](#)). Plus largement, les agents sont invités à se mobiliser pour, notamment, énumère le communiqué :

- "des moyens budgétaires à la hauteur des missions des services et des politiques publiques ;
- des créations d'emplois partout où c'est nécessaire et l'accès à l'emploi titulaire des agents contractuels ;
- l'augmentation de la valeur du point d'indice au titre de l'année 2024 et des années suivantes et des mesures salariales générales ;
- la refonte des grilles indiciaires ;
- l'égalité salariale et professionnelle entre les femmes et les hommes ;
- l'abandon des orientations du projet de loi dit 'Guerini'".

De fait, si le ministre a décidé de "changer de méthode" et d'abandonner le projet de loi préparé par son prédécesseur Stanislas Guerini ([lire sur AEF info](#)), il compte mettre à la négociation certaines de ses mesures phares ([lire sur AEF info](#)), en particulier la rémunération au mérite, la gestion des carrières ou encore la protection fonctionnelle. Les sept organisations syndicales doivent encore se revoir pour arrêter notamment les modalités de la mobilisation à Paris.

"Faire reculer le ministre"

De son côté, FO Fonction publique, premier syndicat à quitter la multilatérale du 7 novembre, préfère rester sur la position qu'il a déjà arrêtée, à savoir "répondre "à trois jours de carence par trois jours de grève", à compter du 11 décembre, pour "une mobilisation à la hauteur des mesures anti-fonctionnaires". Face aux attaques du ministre, "nous ne voulons pas d'une journée juste pour protester mais pour le faire reculer", explique à AEF info son secrétaire général, Christian Grolier qui précise ne pas avoir de mandat pour une mobilisation la semaine précédente.

FO privilégie également la "convergence des luttes". Le syndicat compte en effet calquer sa mobilisation sur celle, reconductible également, prévue le 11 décembre prochains à la SNCF (après une journée de mobilisation le 11. Force ouvrière n'exclut d'ailleurs pas que

certaines autres syndicats de fonctionnaires la rejoignent. Ce qui ne sera pas le cas de la CFDT Fonctions publiques, qui souligne dans un communiqué diffusé également ce jour que ses équipes "construiront les formes d'actions les mieux appropriées à chacun de leurs secteurs et territoires" "sans confusion possible avec d'autres mobilisations sectorielles".

Generated with Reader Mode